

# L'expression de la violence dans le discours politique ivoirien de 2002 à 2013

Louis-Marie KAKDEU

Centre de Recherche et d'Action pour la Paix (CERAP)

Abidjan (Côte d'Ivoire)

[kakdeu@yahoo.fr](mailto:kakdeu@yahoo.fr)

## REZUMAT: Expriarea violenței în discursul politic ivorian între 2000-2013

Această lucrare descrie codificarea lingvistică a violenței în discursul politic din Coasta de Fildeș și analizează efectele în termeni de valorizare sau de devalorizare a adversarului politic. Deși nu abordează impactul real asupra țintei, ea ne permite totuși să apreciem violența exprimării dezacordului în populismul ivorian exploatănd toate mediile de comunicare publice existente.

CUVINTE-CHEIE: *violență verbală, discurs politic, dezacord, acte amenințătoare, metaforă*



## ABSTRACT: Expression of violence in the Ivorian political discourse between 2000-2013

This paper describes the linguistic codification of violence in political communication in Côte d'Ivoire and analyzes the effects in terms of value or worthlessness of political opponent. While not addressing the real impact on the population, it helps however to appreciate the violence of the expression of disagreement in the Ivorian populism using all media existing public communication.

KEYWORDS: *violence, political communication, disagreement, threatening acts, metaphor*



## RÉSUMÉ

Ce travail décrit la codification linguistique de la violence dans le discours politique en Côte d'Ivoire et analyse les effets en termes de valorisation ou de dévalorisation de l'adversaire politique. Bien que ne traitant pas de l'impact réel sur la cible, il permet toutefois d'apprécier la violence de l'expression du désaccord dans le populisme ivoirien en exploitant tous les supports de communication publique existants.

MOTS-CLÉS : *violence verbale, discours politique, désaccord, actes menaçants, métaphore*



## Introduction



**LES MOTS QUE L'ON** utilise sont la manifestation verbale des sentiments et de la pensée (Ricœur, 1997). D'un contexte à l'autre, un même mot peut être, dans son fonctionnement normal, porteur de sens différents et engendrer des effets pervers susceptibles d'être facteur de désaccords. Les procédés de politesse permettent d'adoucir ces désaccords et de rendre possible la communication sociale (Goffman, 1974). Mais, de plus en plus, la scène politique est envahie par le populisme (Miscoiu, 2012 ; Rioux, 2007) et les dérives langagières sont attestées. En Afrique, la violence verbale et le désordre sont devenus un instrument de la politique (Chabal & Daloz, 1999) car, elle permet de mobiliser des foules face à la confiscation du pouvoir. En Côte d'Ivoire, le populisme des hommes politiques ou la « *brutalisation du champ politique* » (Vidal, 2008) a consisté à prendre pour bouc-émissaires des maux sociaux et pour cibles des critiques, le régime en place, l'élite au pouvoir, l'étranger envahisseur, le travailleur immigré ou tout autre groupe social minoritaire. De part et d'autre, on a parlé d'extrémisme, de nationalisme ou de radicalisme en référence aux débats sur la pertinence de l'ouverture ou de la fermeture de l'accès à la nationalité (Maugenest, 2004).

Du point de vue de l'analyse du discours, le populisme est caractérisé par le sensationnel qui consiste à tenir un discours ou un langage qui vise à générer « *de la violence ou le miracle* » en vue de peigner « *un visage grotesque sur le monde* » en privant le public « *de la possibilité d'examiner les événements subtils avec de grandes conséquences* » (Stephens, 2007 : 113). Collovald (2004) fait remarquer que le populisme s'est développé comme synonyme de démagogie ou d'opportunisme politique. Il s'agit en effet du mensonge présenté par Duradin (1982) comme un discours sur lequel il a été appliqué des procédés d'adjonction, de soustraction ou de déformation de l'information. Kerbrat-Orecchioni (1984 : 213) parle de « *discours du Parti, donc de parti pris, discours apologétique et polémique, dont l'enjeu est de dévaloriser la position discursive de l'adversaire tout en valorisant la sienne* ».

Ce travail est bâti autour de trois questions à savoir : quels sont les procédés rhétoriques et/ou métaphoriques utilisés par les hommes politiques ivoiriens pendant la période étudiée ? Quels types de procédés d'impolitesse ont été utilisés avec des effets cognitifs et sociaux ? Et quelles fonctions jurilinguistiques a-t-on attestées ? Ces trois questions constituent les trois parties du travail. Nous précisons que l'environnement cognitif ivoirien était marqué par la guerre et la bipolarisation du pays. Le discours n'était pas la cause de la guerre ; il n'était qu'un moyen d'accompagnement

des armes. Il est évident que la pratique militaire s'accompagne presque toujours de la violence verbale susceptible d'être défavorable au pouvoir en place (camp Gbagbo). L'objectif visé par ce travail n'est pas d'indiquer quel camp était le plus violent mais, de faire ressortir les procédés utilisés. Pour ce faire, nous faisons indifféremment l'analyse de la communication des partis, des candidats et des gouvernements à travers leurs slogans de campagnes, leurs prestations médiatiques et leurs discours de meetings (Ollivier-Yaniv & Rinn, 2009). Par ailleurs, nous essayons de faire des rapprochements entre les interprétations possibles et l'état de l'art. Nous signalons enfin qu'en vue d'éviter d'alourdir indéfiniment notre texte par des notes de bas de page devant permettre de présenter les différents auteurs des discours rapportés ainsi que leurs contextes d'énonciation, nous avons jugés opportun d'attribuer la plupart du temps ces discours aux camps en présence (pro Gbagbo ou pro Ouattara).

### 1. Les formes métaphoriques de la violence

Nous parlons de métaphore en référence à « toute image sans outil de comparaison qui associe une personne, un lieu, un temps ou un terme à un autre appartenant à un champ lexical différent afin d'accomplir une fonction subjective de valorisation ou de dévalorisation de l'adversaire politique » (Kakdeu, 2011c). Selon Meyer (2008), c'est une « substitution identitaire par excellence, puisqu'elle [la métaphore] affirme que A est B ». Bacry (1992) parle également de « substitution, dans le cours d'une phrase, d'un mot à un autre mot situé sur le même axe paradigmatique – ces deux mots recouvrant des réalités qui présentent certaine similitude, ou qui sont données comme telles ».

Le Tableau 1 suivant fait la revue des principales substitutions observées et essaie à chaque fois de faire ressortir les implicites qui se dégagent des éléments analogues utilisés :

Comparé (l'élément réel)	Comparant (l'élément analogue)	Connotation
Gbagbo	« Woody <sup>1</sup> », « Messie », « opposant historique » « candidat naturel », « héros », « panafricain », « serviteur », « Christ de Mama »	Enfant digne d'Afrique
	« Boulanger », « Gâchis ivoirien », « occasion ratée », « dictateur »	Déception
Pro-Gbagbo	« Bouchers », « criminels »	Assassin
	« Refondateurs »	Grand bâtisseur
	« chef de gang » ou « zigueï », « sous-préfet de la France », « commis voyageur », « candidat de l'étranger »,	Enfant non digne d'Afrique, traître

Ouattara	« burkinabé », « travailleur immigré », « président installé par la France », « Père des coups d'État », « Père de la rébellion », « putschiste »	
	« brave-tchè [le héros en langue dioula] »	
Guillaume Soro	« Le régent de la partie nord du territoire national », « libérateur d'Abidjan », « le père de la dignité des peuples du Nord »	Enfant digne du nord ivoirien
Blé Goudé	« Le génie de kpô [diminutif du nom du village] », « le rat aux 18 trous », « général de la rue »	Grand résistant
Alain Juppé	« Cactus rwandais », « Ministre du génocide »	Génocide par la France
Sarkozy	« Impérialiste », « colon »	
FPI	« Parti sanguinaire »	Crime contre l'humanité
Le FPI et la violence	« L'arbre et l'écorce »	
Rébellion	« Terrorisme »	Danger
Programme du candidat Ouattara	« Photocopie »	Pas de vision originale
Ivoiriens à régulariser	« Bétail électoral », « population artificielle »	Mise en minorité des Ivoiriens
Revendications politiques des immigrés	« Frustrations artificielles »	
Diplomatie de la Communauté internationale	« Diplomatie hôtelière »	
Intervention française en Côte d'Ivoire	« Gangstérisme électoral », « coup d'État électoral », « Diplomatie brutale »	Défense des intérêts Impérialistes
Côte d'Ivoire	« Terrain de jeu de la France et de l'ONU »	
Victoire de Gbagbo	Coup de force électoral	Dictature
Abidjan	« Jérusalem terrestre »	Terre de Dieu
FESCI	« Enfants de la balle »	Habituels de la violence
Adversaires politiques sous Gbagbo	« Rebelles », « assaillants », « dioula », « terroristes »	Ceux qui ont pris les armes contre la Nation
Administration ivoirienne sous Ouattara	« dioulabougou », « spoil system »	Tribalisme d'État

Presse	« Presse de combat »	Presse partisane
Le Nouveau Réveil	« la cellule de communication des Forces Nouvelles »	Journal de propagande

Tableau 1

Dans ce tableau, l'on atteste l'emploi de la métaphore annoncée explicitement c'est-à-dire de la forme de métaphore dans laquelle le comparé (l'élément réel) et le comparant (l'élément analogue) sont exprimés. On note qu'en Côte d'Ivoire, il y a une tentation de se valoriser et de montrer que l'on est un « *grand homme* », « *un digne fils* », « *un grand visionnaire* », « *un grand serviteur* » (Duhy, 2006), « *l'homme de l'avenir* » (Gnakalé, 2006). Le Président Gbagbo et ses partisans s'appelaient « *refondateurs* » et leur politique « *la refondation* », ce qui était une menace pour la face de ses adversaires qui revendiquaient la même étiquette de « *(re)fondateur de la Nation* » au sens de Memel-Foté (1991). Au cœur de la crise, se trouve le Président Houphouët-Boigny<sup>2</sup> (Koné, 2003) autour de qui deux camps majeurs s'affrontent : le Rassemblement des Houphouétistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP) né en avril 2005 et qui considère qu'il est le « *fondateur [Père de la Nation]* » et la Majorité Présidentielle (LMP) qui considère qu'il était un « *sous-préfet de la France* » et qu'il fallait à la Côte d'Ivoire une « *deuxième indépendance* » ou une « *indépendance totale* ». On comprend les enjeux de « *refonder* » la Nation sous l'impulsion d'un « *enfant digne* ». Les consignes implicites qui en découlent dans la mouvance de la présidentielle de 2010 sont : « *tous pour un houphouétiste* » contre « *tous sauf un houphouétiste* ».

Par exemple, en vue de montrer que son adversaire Ouattara n'avait pas de vision originale, le candidat Gbagbo qualifia ironiquement son programme de « *photocopie* ». Pour matérialiser l'idée selon laquelle le règne de Gbagbo était un « *gâchis ivoirien* » (Waga Agou, 2010) de l'œuvre du « *rassembleur* » Houphouët-Boigny dont le Président Ouattara<sup>3</sup> est le « *vrai héritier [et non Henri Konan Bédié<sup>4</sup> à qui l'on attribue la paternité de la politique d'exclusion de l'ivoirité]* » (Akindes, 2008), le nouveau régime créa un autre FTA en rebaptisant de leurs noms propres et de façon unilatérale les principales universités en plus des autres édifices qui portent déjà ces noms propres à l'instar des principaux ponts, aéroport, jardin public, etc. Ainsi, comme dans les régimes totalitaires, les adversaires politiques n'ont pas de choix que d'accepter ces deux personnalités dans leur vie. Outrés, ces derniers disent qu'on « *est revenu au parti unique* »<sup>5</sup>. En lieu et place de son image désirée d'héritier du « *Père de l'indépendance* », l'opposition appelle le Président Ouattara « *Père des coups d'État* » ou « *Père de la rébellion* ». Il s'agit de la métaphore usée ou cliché (parodie) qui

renvoie aux métaphores passées dans le langage courant et devenues des tournures figées. En son temps, le nouveau pouvoir utilisait le même procédé et parlait de la « *Politique de la terre brûlée* » après les présidentielles de 2010 pour dévaluer la « *résistance* » ou la « *Refondation* » de Gbagbo.

On atteste aussi la métaphore heuristique qui, selon Hallyn (1994), n'est pas un cliché au moment de son utilisation, mais est une image permettant de véhiculer une idée ou une théorie susceptible d'entrer dans le langage courant. Par exemple, la violence et la consonance péjorative sont aujourd'hui liées aux mouvements comme « *Forces nouvelles* », « *Front populaire ivoirien* » (FPI), « *Jeune patriote* », « *Galaxie patriotique* », etc. Cette pratique langagière est aussi proche de la transposition ou de la métaphore heurtée qui renvoie au remplacement d'un mot par un autre appartenant à une autre catégorie ou aux enchaînements susceptibles de connoter le ridicule ou d'engendrer des effets désagréables (Garner, 1995 ; Houbert, 2011) à l'instar de l'analogie ou de la chosification. Ainsi, en vue d'impliquer le génocide, un parallèle est fait entre le cas ivoiriens et les cas les plus violents d'Afrique. L'on a donc parlé de « *l'hôtel du Golf* », de l'Onuci-Fm, de la « *Radio Côte d'Ivoire pour le rassemblement* » ou de la « *Radio Télévision du Golf* » en comparaison avec « *l'hôtel Rwanda* », la « *Radio des milles collines* » ou la « *Radio de la haine* » présents dans le génocide rwandais. L'on a aussi parlé du « *cactus rwandais* » ou du « *ministre du génocide* » pour désigner Alain Juppé qui était aussi ministre des affaires étrangères en France pendant le génocide rwandais en vue de confirmer que la « *France [est] contre l'Afrique* » (Mongo Beti, 1993).

Toujours sur le plan métaphorique, la violence s'est manifestée sous forme de synesthésie dont l'expression la plus rencontrée est « *G7* » en référence à la coalition de trois mouvements issus de la rébellion et de quatre partis politiques. C'était aussi une forme de transposition renvoyant à la comparaison avec le mouvement des G8 qui désigne les pays les plus forts de la planète. La transposition est aussi de nature politique. Aux « *Jeunes patriotes* » sous le régime Gbagbo, le régime Ouattara parle de « *Jeunes associés* »<sup>6</sup> dans le nouveau programme de démobilisation. Par ailleurs, la métaphore heurtée liée à la vue est attestée. L'utilisation de l'adjectif « *invisible* » permet de mépriser et de réduire à néant les actions de l'adversaire. Par exemple, l'opposition ivoirienne dit des « *investisseurs de Ouattara* » qu'ils sont « *invisibles* ». Ils disaient déjà : « *Le commando invisible [pro-Ouattara] se voit à l'œil nu* » en vue de mettre en relief les méfaits du mouvement. Enfin, on note l'existence de la métaphore « *surréaliste* » (Inglin-Routisseau, 2006) qui est la création, à partir de l'apposition ou de l'apostrophe, d'un sens en apparence absurde qui rapproche deux réalités ne possédant aucun point commun comme par exemple dans les cas

suivants : « *Abidjan, c'est gâté* », « *La Côte d'Ivoire au bord du gouffre* » (Soro, 2005), etc. Bachelard (1960) disait qu'elle permet de rechercher « *un avenir du langage* ». Cette fonction est d'ailleurs assurée par le nouchi (variété ivoirienne du français) où l'essentiel de ces métaphores sont repris. La presse ivoirienne dite de « *combat* » s'est illustrée aussi par un lexique particulièrement violent. Nous donnons dans le *Tableau 2* ci-dessous quelques exemples de verbes ou locutions verbales ayant fait leur apparition à la une des journaux et en commentons les effets engendrés.

Lexique	Exemple	Sources	Connotation
Exclure	« Ouattara peut être exclu en 2015 »	<i>L'inter</i> N°4612	Marginalisation
Prédire le chaos	« Ahipeaud prédit le chaos en 2015 »	<i>L'intelligent d'Abidjan</i> N°2921	Débat politique
S'attaquer	« Bédié s'attaque à Ouattara »	<i>LG Infos</i> N° 555	
Cracher	« Abou Cissé crache encore sur son neveu »	<i>Le quotidien d'Abidjan</i> N°993	
Décapiter	« Des plumitifs de Gbagbo vont décapiter Affi N'Guessan »	<i>L'intelligent d'Abidjan</i> N°2915	
Déclarer la guerre	« RDR : Guerre déclarée contre Amadou Soumahoro »	<i>Soir Info</i> N°5692	
Riposter	« Mady et KKB riposte »	<i>Le Mandat</i> N°1188	
Charger	« Katinan charge Koulibaly »	<i>Notre voie</i> N°4522	
Cogner	« Nicolas Kouassi cogne Bédié » « Ben Soumahoro cogne encore Ouattara »	<i>L'inter</i> N°4576 <i>Notre voie</i> N°4510	
Terrasser	« Comment Djédjé Mady veut terrasser Bédié »	<i>Le jour Plus</i>	
Préparer un coup	« Le FPI prépare un coup ! »	<i>Dialogue</i> N°24	Combat politique
Mettre le feu	« Après avoir mis le feu au pays : Blé Goudé tente de fuir au Ghana »	<i>Le Jour</i> , 15 mars 2011	
Disparaître	« L'ivoirien ne disparaîtra pas »		
Faire front	« Nous nous lèverons pour faire front »	<i>Fraternité matin</i>	

Mener une guerre	« Nous menons une guerre pour la libération totale de la Côte d'Ivoire »	N° 12526	
Brûler	« Le pouvoir par la force brûle »	<i>Soir Info</i> N°5692	Echec
Griller	« Koné Cheick s'est grillé »	<i>Soir Info</i> N°5694	
Tuer	« On veut tuer le PDCI »	<i>Notre voie</i> N°4516	Sabotage
Planter un couteau	« Un couteau planté dans le dos du médiateur »	<i>L'éléphant déchaîné</i> N°188	Ambiance de confusion

Tableau 2

On observe que pour rapporter les activités politiques des différents acteurs comme c'est le cas dans tous les pays démocratiques, la presse ivoirienne utilise le jargon de la guerre ou de l'affrontement physique fait des verbes d'action qui renseignent sur la représentation mentale des belligérants. On atteste l'occurrence des verbes comme « cogner », « brûler », « griller », « décapiter », « cracher » voire même « tuer » qui ne sont pas dans leur sens premier en politique. Il s'agit aussi de la métaphore heurtée qui met en scène des réalités violemment mises ensemble. Du côté ivoirien, cela permet à l'acteur de montrer sa virilité politique ou de montrer qu'il est « garçon [vaillant et courageux] » ou qu'il « se [sou]lève en homme » (Banégas, 2007). D'ailleurs, on appelle Gbagbo, « Le Woody [garçon] » en référence à un homme politique viril et courageux. Dans la même lancée que Debbasch *et al.* (2001), on note comme le montre le Tableau 3 suivant l'existence d'un lexique de la violence :

Néologisme	Signification	Origines	Implication
Zébiér	Lyncher à mort quelqu'un à l'image de Thierry Zébié	FESCI/Jeunes de la rue	Justice populaire
Braiser	Action de brûler une personne victime de l'article 125		
Bouffer	Escroquer/arracher le dû du plus faible		
Machetter	Se découper à la machette sur le campus universitaire		
Article 125	Condamner à mort un traître en marge du code pénal		

Meilleure école	École de la justice populaire	Jeunesse/ Diaspora	Malhonnêteté
Travaillement en esprit (TE)	Élaboration d'astuces visant à intégrer le cercle des ayants droit de la lutte		
Décalement	Art de l'arnaque et du mauvais coup		
Brouter	Escroquer, arnaquer via internet		
Sciences	Techniques de survie de la rue		Mendicité Griotisme Marchandage
Ventriotes	Patriote marchandant sa mobilisation		
Bal des piécettes	Quête des pièces d'argent à la fin d'une harangue		
Atalaku	Pratique du griotisme		
Manger l'État	Détourner/utiliser les deniers publics		
Ivoirité	Citoyenneté ivoirienne	PDCI/RDA	Nationalisme
Ivoiricide	Destruction de l'identité ivoirienne	UDL <sup>7</sup>	
Rattrapage	Equilibre régional	Ouattara	Tribalisme
Com-zones	Commandants de zones sous la rébellion	Pro Ouattara	Insurrection
Dozoïser	Milicianisation des chasseurs traditionnels		
To monnan	Forces supplétives de la bataille Abidjan		
Gros bras	Celui qui applique la loi du plus fort	Ghetto gbagbiste puis ouattariste	Milice armée
Cœurmen	Petits sponsors du quartier		
Zigueï	Gangsters et chefs de bandes		
Vieux père	Bienfaiteur / petit leader de quartier		
Zinzins	Jeunes combattants et recrues négligées		
Amadou cimétière	Menace de mort	Amadou Soumahoro	

Tableau 3

Comme on l'observe dans le *Tableau 3* ci-dessus, le néologisme de la violence en Côte d'Ivoire se caractérise le plus souvent par une interférence

lexicale (transposition du mot d'une langue locale en français) ou par la grammaticalisation des substantifs. Aux néologismes, nous pouvons ajouter les emplois de la métaphore lexicalisée ou catachrèse qui regroupent les mots et expressions passés dans le langage courant en prenant un sens nouveau. Comme exemple, on a les cas de « braiser », « rattrapage », « sciences », « meilleure école », « bouffer » (Human Rights Watch, 2008) qui sont des glissements sémantiques ayant pris un sens contextuel violent. La locution « manger l'État » est une métaphore heurtée dont le sens littéral est absurde, mais qui signifie détourner les deniers publics (Médard, 1990 et 1991). Aussi, on note que l'utilisation de l'interférence sémantique d'un terme juridique peut permettre de légitimer la justice populaire. C'est le cas de « l'article 125 » qui ne renvoie à aucun article de la Constitution et du Code pénal ivoirien, mais qui permettait de juger et d'exécuter des prétendus « traîtres ». De cette pratique, est apparu le verbe « Zébier » qui est une déclinaison du nom d'un étudiant devenu célèbre suite à sa mort par justice populaire. Proteau (2005) parle de « guerre scolaire » devenue « conflit armé ». Dans le but de dévaloriser ces jeunes de la Fédération des élèves et étudiants de Côte d'Ivoire (FESCI) qui s'estimaient « patriotes », le néologisme « ventriotes » (Banegas, 2010) a été créé en référence à leur mode de « rétribution du militantisme » (Gaxie, 2005) ou à la « politique du ventre » (Bayart 1989). On dit d'eux que ce sont des « gangs de rue » (Latour, 1999) qui font du « travaillement en esprit » ou « TE » en référence à l'action d'élaborer des astuces visant à intégrer le cercle des ayants droit de la lutte prétendue patriotique. En clair, on fait du « coupé/décalé » ou du « décalement » qui est l'art de l'arnaque et du mauvais coup (Kohlagen, 2006). Le rituel « bal des piécettes » est l'une des facettes de cette mendicité qui se caractérisait par l'organisation de la collecte des pièces d'argent par les orateurs appelés « professeurs », « députés » ou « généraux », à la fin leurs harangues au motif de mesurer le soutien du public à la « République assiégée » (Banégas, 2012). Il y avait donc une « contre-société » dont l'une des idéologies d'ordre identitaire était le refus de « brader » la nationalité ivoirienne « aux fins de constituer un bétail électoral » fait des « ivoiriens de seconde zone » qui maintiennent une « alliance désuète » avec l'ancienne puissance coloniale à travers une « presse française aux ordres ». On appelait donc à la résistance à la « ouattarandie [folie de Ouattara] » ou aux « assaillants » et « terroristes » (Gome-Gnohite, 2004) à travers des slogans hostiles aux français dont le plus célèbre reste celui lancé par Jean Yves Dibopieu (ex-leader de la FESCI) : « À chacun son petit Français ». Les adversaires politiques de ces idéologues parlaient avec mépris de ces « parlementaires debout » qui ont « des carrières en radicalité » sous l'ordre d'un « général de la rue [Blé Goudé] » (Banégas, 2006). L'interférence sémantique

était donc présente et s'utilisait selon les cas pour valoriser sa position discursive ou pour dévaloriser celle de son adversaire.

## 2. Les manifestations de l'impolitesse

La vie sociale est à la limite du possible lorsqu'on atteste une prédominance de la violence dans les actes de communication. Goffman (1974) disait que la communication sociale n'était possible que parce que les êtres humains s'activaient à adoucir les menaces sur leurs faces. Kerbrat-Orecchioni (1996, 2005) ajoute que tous les sujets humains ont tendance à protéger leurs territoires et leurs faces que la plupart des actes de la vie quotidienne ont tendance à menacer. Brown & Levinson (1978) parlent de FTAs (angl. *Face Threatening Acts*) ou d'actes menaçant la face. Dans ce sens, l'impolitesse est envisagée comme un acte de dévalorisation des faces des locuteurs eux-mêmes et de leurs allocataires dans le but de créer un déséquilibre dans l'interaction. Dans cette partie, nous nous attelons à relever tous les procédés qui ont contribué à durcir la qualité de la relation entre les hommes politiques ivoiriens, leurs peuples et la communauté internationale.

Type d'impolitesse	Exemples	Origine
Victimisation et instrumentalisation	« Quarante ans plus tard, ce sont leurs enfants et petits-enfants [de nos pères] qui tombent et meurent sous des balles assassines pour la liberté de la Côte d'Ivoire et de l'Afrique et leurs détracteurs d'hier qui applaudissent la France ».	Bro Grebe, (Député ivoirien de 2000 à 2005)
	« Honorable rendez justice à la Côte d'Ivoire (...). Par vos prérogatives institutionnelles, Honorables, déroulez le fil de l'imposture qui est la nationalité d'Alassane Dramane Ouattara ».	
	« "La Côte d'Ivoire aux Ivoiriens" c'est-à-dire, en clair, à ceux qui sont originaires du Sud, les Nordistes étant considérés comme étranger dans leur propre pays».	Guillaume Soro et Pro Ouattara
	La «loi sur l'identification qui oblige tout citoyen à s'identifier par rapport à son village promet de fait le délit de patronyme »	
	« Défendre sa vie et son vote »	

	« Aujourd’hui, l’heure est aux nominations à consonance nordique dans l’administration, et dans le gouvernement».	FPI et société civile
	Le règne des Bakayoko <sup>8</sup>	
Injure et/ou franchise excessive	« Licence d’anglais volée [de Blé Goudé]»	Presse
	« Abidjan est trop sale »	
	« Personnes ayant attaqué la Nation [le RDR]»	LMP
	« ...attribuer le rang d’ex-rébellion politiquement fréquentable »	
	« on ne pourra pas tous vous [jeunes associés] intégrer dans les corps habillés »	Gouvernement Ouattara
Discours polémiques et discours nationalistes	« Marcoussis tente un holp up en exigeant la naturalisation automatique d’étrangers et la suspension du processus d’identification »	Pro identification
	«ivoiriens de première zone et ivoiriens de seconde zone »	
	« L’étranger envahisseur »	
	« Nous nous battons pour ne pas que la Côte d’Ivoire soit bradée aux étrangers »	
	« On veut donner la nationalité aux burkinabés, aux maliens, aux guinéens.»	
	« Nous ne sommes pas ici pour un jour ou deux, pour une réunion. Nous sommes ici parce que nous sommes nés ici et nous serons enterrés ici. Voilà la différence entre nous et certaines personnes ».	Simone Gbagbo
	« Quiconque s’oppose au Président Ouattara se retrouve au cimetière »	Amadou Soumahoro, RDR
« Il s’agit d’un simple rattrapage. Sous Gbagbo, les communautés du Nord, soit 40% de la population, étaient exclues des postes de responsabilité »	Ouattara	
	« Côte d’Ivoire, pays émergents à l’horizon 2020 »	Gouvernement Ouattara

Déclarations péremptoires et accusations sans preuves formelles	Deuxième miracle ivoirien	
	« mille morts à droite, mille morts à gauche, j'avance »	Gbagbo
	«Nous allons nettoyer jusqu'au nord. Que la bataille s'engage »	Gbagbo
	« on ne veut pas que je sois président parce que je suis musulman et du nord »	Ouattara
	« rendre le pays ingouvernable »	Ouattara, FPI <sup>9</sup>
	« Gbagbo a décidé d'instaurer l'apartheid en Côte d'Ivoire ».	Pro-Ouattara
	Côte d'Ivoire utile (sud avec ses ressources) contre Côte d'Ivoire inutile (nord sans ressources)	FPI
	« Nous avons pris les armes pour que Alassane soit président »	Ex-rebelle Koné Zakaria
Paradoxe	« ...deux présidents pour un pays »	Société civile
	« bicéphalisme du pouvoir exécutif ivoirien »	
	« Gbagbo et Ouattara ont prêté serment »	
	« ...transformer une rébellion en force républicaine de défense des valeurs démocratiques »	
	« Comment une rébellion devient républicaine »	
	Scores staliniens réalisés par le leader du RDR au nord	Pro Gbagbo
	« Elles [manifestantes] n'avaient qu'à rester chez elles !»	Ex-Première Dame Simone Gbagbo
Intensifieurs	« Côte d'Ivoire : une seule solution, la force »	Guillaume Soro
	« Essence : 100 francs ! Allumettes : 25 francs ! »	FESCI
Soupçons et procès d'intention	L'ivoirité a été mise en place pour refuser le droit à une partie des Ivoiriens de respirer l'air de leur pays.	Pro Ouattara
	« le FPI a triché en 2000... »	Pro Ouattara
	« ... faire de la rébellion une force impartiale et arbitre du jeu politique ivoirien »	Pro Gbagbo
	« Le pipi [Ouattara] qui a coupé le pays en deux »	Général Mangou
	G7 ou Forces nouvelles « c'est du bluff »	FPI

Mépris, dégoût	« Le FPI ne fait rien d'autre que ressasser de vieux discours dépassés qui n'accrochent que les seuls nostalgiques... »	Opposition à Gbagbo
Opportunisme	« Ils [FDS] <sup>10</sup> doivent être désarmés... »	Ouattara
	« Nous nous battons contre le concept d'ivoirité »	Guillaume Soro
Mise en garde, avertissements	« Si je tombe, vous tombez aussi »	Gbagbo, Abidjan
	« Celui qui n'a pas gagné et dit le contraire nous trouvera sur son chemin »	Sidiki Konaté
Sentiment de défiance	« ...marcher sur la RTI et le siège du gouvernement »	Ouattara
	Gbagbo se réaffirme président	Presse
	« Trop, c'est trop »	RDR
Arrogance et la mégalomanie	« On gagne ou on gagne ! »	LMP
	« Gbagbo, le messie »	Pro Gbagbo
	« ADO Solutions »	Pro Ouattara
	« Bédié est la deuxième chance de la Côte d'Ivoire »	Pro Bédié

Tableau 4

Comme le montre le *Tableau 4* ci-dessus, les hommes politiques ivoiriens n'ont pas respecté le principe de la politesse qui veut que l'on se dévalorise soi-même et valorise autrui. En se valorisant eux-mêmes et en dévalorisant systématiquement l'adversaire politique, ils sont restés dans la logique de l'autoglorification. Selon le Cadre Européen Commun de Référence (CECR, 2007), il s'agit des actes d'impolitesse qui demeurent attachée à l'image d'un acte délibéré, repérable à travers l'accomplissement de divers FTAs fournis et de FFAs auto-adressés. Ils sont entre autres :

- La victimisation et l'instrumentalisation qui vont de pair. On se présente en victimes de la (dé)colonisation, de l'appartenance tribale (axe nord/sud), de la religion, du trucage des élections ou de la guerre. De la même manière qu'on trouvait sous l'ancien régime que la nationalité des immigrés était « une imposture », l'actuel régime reste sur sa position de victime. Le Premier ministre a déclaré : « *L'amnistie générale n'est pas possible* »<sup>11</sup>.
- L'injure et/ou la franchise excessive qui ne pouvait mettre les concernés que dans une situation intenable et contribuer à radicaliser le débat.
- Les discours polémiques faits des désenchanteurs ou de propos polémiques.
- Les déclarations péremptoires et les accusations qui s'installent au

cœur des débats sans preuves formelles, mais dont la nuisibilité est considérable à travers la construction d'une image de méchant et de coupable à l'adversaire.

- Le paradoxe qui est un propos insoutenable ne pouvant que susciter de l'indignation.
- Les intensifieurs qui sont des durcisseurs ayant contribué à envenimer la crise.
- Les soupçons et les procès d'intention qui sont des propos marquant la rupture de la confiance dans les relations politiques.
- L'expression du mépris et du dégoût qui marque le manque de respect et de considération à l'endroit de l'adversaire politique.
- L'opportunisme qui est un propos ne s'inscrivant pas dans le contexte politique et qui est source de polémique.
- La mise en garde et les avertissements qui sont des propos autoritaires ne laissant pas beaucoup d'alternatives aux protagonistes.
- Le sentiment de défiance qui est un propos mettant les protagonistes en situation d'affrontement.
- L'arrogance et la mégalomanie qui sont des affirmations de supériorité blessant la face des adversaires.

Au sens de Kerbrat-Orecchioni (1996), le principe de dosage permet d'équilibrer les interactions sociales. Il convient donc, dans une logique d'apaisement et de réconciliation, de mettre sur pied ce mécanisme de communication sans offense. Dans cette lancée, on enregistre un mouvement aujourd'hui marginal qui s'appelle le « Yang Système » qui rassemble les anciens jeunes violents reconvertis dans le sport, la culture ou l'éducation avec pour slogan : « la force de l'esprit », « Stop ! On devient des gars bien ». Quel avenir à ce nouveau discours ?

### **3. Les formes jurilinguistiques de la violence**

Les violences politiques (Braud, 2004) ont aussi un lexique juridique. Nous avons noté que les débats s'organisaient aussi autour de l'axe coupable/non coupable. Ainsi, les hommes politiques ivoiriens choisissaient avec soin leurs lexiques dans le but de tourner l'adversaire en dérision (Toulabor, 1991) et de générer un effet politique et juridique (Gnahoua, 2006). La promesse récurrente est la prétention de rendre justice au peuple victime de l'adversaire politique (Galy, 2004). On veut aussi se dédouaner et montrer sa bonne foi. Aux origines de la crise ivoirienne, se trouve entre autres une politique d'incitation agricole qui a dégénéré dans un pays d'immigrés et qui se résume dans la phrase suivante attribuée au Président Félix Houphouët-Boigny dans les années 1970 : « *La terre*

*appartient à celui qui la met en valeur* ». Dans la foulée, il y a eu aussi la politique de l'arachide grillée : « *On ne regarde pas dans la bouche de celui qui grille les arachides* » (Akindes, 2008). C'était une politique flexible qui protégeait les travailleurs et favorisait la croissance. On parla de « *miracle ivoirien* » et le régime actuel prétend vouloir créer « *un deuxième miracle ivoirien* ».

Dans le discours politique étudié, le débat tourne autour de la question de savoir à qui appartient réellement la terre : À l'ivoirien autochtone qui était le propriétaire ou au travailleur immigré qui l'a mise en valeur pendant l'absence du propriétaire? Aussi, se pose la question de savoir si les « *fils d'immigrés* » sont ivoiriens. De la politique d'incitation agricole des années 1970, est née une opposition entre la pratique traditionnelle et la pratique légale. Le débat politique oppose donc deux camps : ceux qui soutiennent le droit foncier traditionnel (« *droit du sol* ») et ceux qui soutiennent la légalité (« *droit du sang* »). Selon, le Président Gbagbo (2000-2010), « *En dehors de la constitution, de la loi et des accords, point de salut* ». Ainsi, il proposait « *la naturalisation collective* » en lieu et place de la « *régularisation* » ou de la « *restitution* » demandée par ses adversaires. La violence politique s'est cristallisée autour de cette question de « *citoyenneté* » (Ouédraogo & Sall, 2008). On parlait de « *droit du sol* » contre « *droit du sang* » et « *d'Ivoirien d'origine* » contre les « *envahisseurs* », « *immigrés* » ou « *étrangers* » (Dembele, 2002). Le vocable « *Ivoiriens* » pouvait renvoyer à « *Ivoiriens de souche* », « *Ivoiriens de souche multiséculaire* » (Blé Kessé, 2005) ou « *Ivoiriens de circonstance* » (Diom, 2008). Les Pro-Gbagbo disaient de façon inacceptable pour l'opposition : « *ou vous prétendez être né Ivoirien, ou vous prétendez avoir acquis la nationalité ivoirienne au cours de votre vie* ». Ce débat hérité par Gbagbo avait déjà pris un tournant très violent en 1998 quand l'ancien parti unique au pouvoir (PDCI) disait par la voix de Venance Konan :

Notre pays a au moins 40% d'étrangers, notre économie ne nous appartient plus. C'est un aventurier [Ouattara] dont le patriotisme fluctue au gré de ses intérêts. Pourquoi les ivoiriens devraient-ils prendre le risque de confier leur destin à un homme dont le nationalisme varie selon l'air du temps ? Au nom de quel principe ?<sup>12</sup>

Sur le plan juridique, ce débat identitaire conduisait à distinguer deux types de « *fils d'immigrés* [susceptibles d'être naturalisés] » : « *ceux dont les deux parents sont étrangers et qui sont nés avant 1972* » et « *ceux dont un parent au moins est ivoirien* ». Dans cette logique, le terme « *double nationalité* » était source de conflit discursif, l'idée étant selon les adversaires politiques de

construire l'exclusion. En effet, l'accusation politique fait état de ce que la « *naturalisation aurait empêché Ouattara de se porter candidat en 2010* ». Aussi, il aurait « *dépassé la limite d'âge en 2015 tout comme Bédié* » laissant le champ au FPI. Ce choix jurilinguistique était donc très tactique.

Toujours sur ce registre juridique, on note que le débat s'est construit autour du respect ou non des accords internationaux. On entendait donc parler de « *stricte respect* » ou de « *violation* » des accords de Marcoussis, de Pretoria, d'Ouagadougou, etc. Au cours de la crise postélectorale de 2010, on a surtout noté une forte récurrence des termes issus du droit international à l'instar de : « *crimes économiques* », « *vol aggravé, détournement de deniers publics, concussion, pillage et atteinte à l'économie nationale* », « *crimes contre l'humanité* », « *la voie de l'intervention armée* », « *mandat d'arrêt de la CPI* », « *Forces légitimes* », « *Gel des avoirs* », « *Interdiction de voyager* », etc. Sur le plan politique, ce discours avait pour intention : la menace, l'avertissement, la pression, la dissuasion, la condamnation.

Du côté de la défense de Gbagbo, l'on observe toujours la victimisation et l'instrumentalisation de l'impérialisme à travers un discours sur la partialité de la justice internationale qui se manifeste par les termes suivants : « *Justice des vainqueurs* », « *Le sens de l'imposture française* » (Koulibaly, 2003), « *La guerre de la France contre la Côte d'Ivoire* » (Koulibaly, 2003), « *politique de deux poids deux mesures* », « *Sur la Route de la Liberté* » (Koulibaly, 2004), « *La recolonisation de l'Afrique : le cas de la Côte d'Ivoire* » (Kouamouo, 2007), « *Les servitudes du pacte colonial* » (Koulibaly, 2005), « *Côte d'Ivoire, le feu au pré carré* » (Rueff, 2004), « *Le double jeu de Paris se retourne contre lui* » (Akindes, 2007), « *l'indolence post-coloniale* » (Smith, 2002), etc. Il s'agit justement de la situation dans laquelle l'on décrit la prise de position de la France dans une guerre à l'étranger à l'aide d'un mandat « *à l'épreuve* » (Smith, 2003) et de la non-inculpation par la CPI<sup>13</sup> des contrevenants se situant dans les deux camps. Au regard du droit international, le « *camp des vainqueurs* » a tenu à préciser : « *Gbagbo sera traité avec humanité* ». Cette précision est un adoucisseur qui permet de réduire l'incidence de la critique de la société civile comme l'a été par exemple celle de l'ambassadeur de France en Côte d'Ivoire en 2011 qui nuançait : « *Laurent Gbagbo... n'a pas été arrêté par l'armée française... mais par les forces d'Alassane Ouattara* ».

Il y avait aussi un débat nourri par la nécessité de respecter la volonté de Dieu (loi divine). On a attesté les expressions : « *forces du mal* », « *diable* », « *démons* » à qui il fallait « *déclarer la guerre* » pour accomplir la « *résistance* » et obtenir la « *délivrance* » (Mary, 2002 : 92). On a donc parlé de ces « *dieux qui tuent les ivoiriens* » en référence à l'influence des églises de réveil d'une part et de la religion musulmane d'autre part. L'effet discursif sur la représentation mentale des protagonistes est le développement du fana-

tisme qui s'exprime en les termes suivants : « *la puissance agressive de l'Esprit Résistance* » (*Ibidem*), « *invoker l'Esprit Saint* », « *prier pour la délivrance du pays des mains de Satan* », « *l'Esprit Saint arrive !* », « *Préparez-vous pour accueillir l'Esprit Saint* », « *bientôt l'heure de la délivrance va sonner* », « *Incha Allah, on va gagner* », « *l'heure du djihad a sonné* », « *Ne cédez pas à la tentation* », etc. Il s'agit du développement d'un imaginaire religieux de la délivrance qui occupe l'esprit et conditionne les actes. Coulibaly (2003) parlait même des « *péchés capitaux en Côte d'Ivoire* ». Au-delà de ce que Laurens (2003) appelle « *manipulation mentale* », on a surtout enregistré l'instrumentalisation de la religion faisant croire d'une part que l'on veut exclure les musulmans du pouvoir et d'autre part que l'exclusion des étrangers du pouvoir est biblique. Le Président Gbagbo lui-même a cité le livre de Deutéronome 17, versets 14 à 15 et a construit son dogme : « *Je souhaite donc que les Ivoiriens prennent désormais possession de leur pays, qu'ils y accueillent l'étranger, l'y mettent à l'aise, le comblent de bienfaits, mais sans se laisser pour autant déposséder de leur pays* » (Yéo, 2008). Cela implique que l'étranger est la bienvenue autant qu'il ne dirige pas le pays.

Le respect du droit et de la démocratie a surtout donné lieu à la « *politique du gbonhi* » (Banegas, 2010) qui s'appuie sur le respect des libertés d'expression et d'association et sur la nécessité de donner le pouvoir au peuple encore appelé « *pouvoir des "en-bas-du-bas"* ». L'on a donc vu éclore des mouvements de masse désignés différemment par les vocables : « *Sorbonne* », « *universités du temps libre* », « *parlements* », « *agoras* », « *sénat* », « *congrès d'Abobo* », « *Inch' Allah de Koumassi* », « *congrès des toits rouges de Yopougon* », etc. Il s'agissait des lieux de conférences et de débats publics autour des termes d'actualité. C'était surtout des lieux de formation de l'opinion entretenus par les hommes politiques. Cela a donné lieu aux « *Jeunes patriotes* » (Koné, 2007, 2010), un mouvement de soutien au régime de Gbagbo et de « *résistance face aux assaillants venus du Nord* ». « *La carrière en radicalité* » permet de désigner cette dérive identitaire et la violence qui en découlait dans le débat public. À la tête de ces « *Jeunes patriotes* [fédération d'associations] », on a des gens dont le nom de code connote le voyoutisme ou la guerre : il s'agit du « *Général* [Charles Blé Goudé] » de l'Alliance des jeunes patriotes pour le sursaut national (AJPSN), du « *maréchal* [Eugène Djué] » de l'Union pour la libération totale de la Côte-d'Ivoire (UPLTCI) et de « *Pickass* [Damana Adja] » de la Coalition nationale des résistants de Côte-d'Ivoire (Conareci). On note aussi que les mots-clés de ces mouvements étaient des durcisseurs qui intensifiaient l'effet de la violence : « *sursaut national* », « *libération totale* » et « *résistants* ». Il s'agit de « *jeunes combattants* » qui ont la « *Justice au bout du fusil* » en référence par exemple à la « *découverte de charniers* » (FIDH, 2000) attestant la « *chasse aux opposants* ». On

parla de : « *la machine infernale à tuer se met en place* », « *règne dans le sang* », « *la mort comme mode de gouvernance* », « *des exécutions sommaires en masse* », « *des escadrons de la mort* », « *des milices tribales de l'ethnie du président* » ou de l'émergence des « *dettes patriotiques* » pour les uns et des « *dettes communautaires* » (Marie, 1997) pour les autres dont le remboursement ou la « *conversion* » s'exprime en termes de : « *loi du plus fort* », « *cercle des ayants-droit* » (Koné, 2010), « *règne des vainqueurs* » « *revanche de classe* » ou de « *rattrapage ethnique* » venant apporter une solution au déséquilibre décrié entre autres par la « *charte du nord* » antérieure à la période d'étude, mais qui était accusée d'être un document idéologique et doctrinal prônant entre autres la prédominance des peuples du nord en Côte d'Ivoire.

Après la crise postélectorale de 2010-2011, les rôles se sont inversés et le régime d'hier cherche à utiliser le même procédé jurilinguistique de son opposition pour créer un effet populiste. On retrouve dans les choix linguistiques, les termes suivants : « *bavures des jeunes associés* » ou « *recrues fraîches* », « *abus des chasseurs traditionnels dozos* », « *revanche de classe* » (Banegas, 2012), etc., qui ont pour intention la dévalorisation de la position discursive du pouvoir en place. De part et d'autre, on a une « *Génération de guerriers* » dans l'opposition et au pouvoir qui « *attend son heure* » (Banégas, 2010 et 2012). De nouvelles violences en perspectives ?

## Conclusions

Nous rappelons que le but de cet article n'était pas de savoir qui de Gbagbo ou de Ouattara avait tenu le plus de discours violents mais, de donner une classification aux procédés verbaux attestés. On constate que le langage politique était violent et que leurs mécanismes continuent de se mettre en place dans un environnement où l'on parle pourtant de « *réconciliation* ». Dans les expressions verbales, le comparé (l'élément réel) et le comparant (l'élément analogue) sont exprimés et liés grammaticalement.

On atteste l'existence de plusieurs types de métaphore à savoir annoncé, direct, lexicalisé, usé, heurté, heuristique et surréaliste qui permettent aux adversaires de réduire A à B par des procédés de substitution. On atteste aussi l'existence de plusieurs procédés destructeurs comme la victimisation et l'instrumentalisation, les injures, la polémique, la mégalomanie et l'arrogance, le paradoxe, le mépris et le dégoût, le soupçon et les accusations, la défiance, l'opportunisme, les avertissements et mises en garde qui sont des durcisseurs et des désenchantés permettant aux politiques de déclencher des réactions contradictoires. Cherchant à se valoriser en premier, les acteurs politiques créent, consciemment ou non, des actes menaçants ayant conduit aux désaccords et à la violence. Ces

acteurs ont conceptualisé, à travers la métaphore, ce qui relève de leurs sentiments et de leurs pensées.

Enfin, sur le plan jurilinguistique, on enregistre par ailleurs l'existence des choix linguistiques précis visant à culpabiliser l'adversaire politique et à le faire condamner en justice. Les intentions de communication de la violence verbale enregistrées ont été entre autres l'affirmation de supériorité, le positionnement politique, la feinte, la stigmatisation, la condamnation, la dissuasion, le rejet ou l'accusation.

## NOTES

- <sup>1</sup> Ce mot signifie « Garçon » en bété et implique la virilité politique.
- <sup>2</sup> Premier Président de la République de Côte d'Ivoire de 1960 à sa mort en 1993.
- <sup>3</sup> Il est le Président de la République de Côte d'Ivoire depuis les élections de 2010.
- <sup>4</sup> Il fut le deuxième Président de la République de Côte d'Ivoire de 1993 à 1999. Il fut chassé par coup d'État.
- <sup>5</sup> Pascal Affi N'Guessan, chef du FPI, principal parti d'opposition, dans l'Inter N°4576.
- <sup>6</sup> 38 834 jeunes associés ont été recensés par le gouvernement de mai à décembre 2011.
- <sup>7</sup> Union pour le Développement et les Libertés (UDL) de Martial Ahipeaud.
- <sup>8</sup> Il s'agit de la prédominance du patronyme Bakayoko à des postes stratégiques.
- <sup>9</sup> En 1998, le Président Ouattara était accusé de tenir ce genre de discours qui a été aussi attribué au Président Gbagbo après les présidentielles de 2010.
- <sup>10</sup> Forces de Défense et de Sécurité, armée loyale sous le régime Gbagbo.
- <sup>11</sup> Source: *Soir Info* N°5687.
- <sup>12</sup> *Frat-Mat* du 13 Février 1998.
- <sup>13</sup> La CPI n'avait pas encore inculqué les pro-Ouattara jusqu'au moment de la rédaction de cet article.

## BIBLIOGRAPHIE

- AKINDES, F. (2007). « Vue de Côte d'Ivoire. Le double jeu de Paris se retourne contre lui ». *Alternatives Internationales*, 55-56.
- (2008). « Racines des crises sociopolitiques en Côte d'Ivoire et sens de l'histoire », in J-B. OUÉDRAOGO & E. SALL, (dir.), *Frontières de la citoyenneté et violence politique en Côte d'Ivoire*. Dakar : CODESRIA, 25-61.
- BACHELARD, G. (1960). *Poétique de la rêverie*. Paris : P.U.F.
- BACRY, P. (1992). *Les figures de style et autres procédés stylistiques*. Paris : Belin, Coll. « Sujets ».
- BANÉGAS, R. (2006). « Côte d'Ivoire: patriotism, ethnonationalism and other african modes of self-writing ». *African Affairs*, vol. 105, n° 421, 535-55.
- (2007). « Côte-d'Ivoire : les jeunes "se lèvent en hommes". Anticolonialisme et ultranationalisme chez les Jeunes patriotes d'Abidjan ».

*Les Études du CERI*, n° 137.

- (2010). « Génération “guerriers” ? Violence et subjectivation politique des jeunes miliciens en Côte-d’Ivoire ». In : N. DUCLOS (éd.), *L’adieu aux armes ? Parcours d’anciens combattants*. Paris : Karthala (Recherches Internationales), 359-398.
- (2010). « La politique du « gbonhi ». Mobilisations patriotiques, violence milicienne et carrières militantes en Côte-d’Ivoire ». *Genèses*, 4, n° 81, 25-44.
- (2012). « Reconstruction “post-conflit”, violence et politique en Côte d’Ivoire ». URL : <<http://www.sciencespo.fr/ceri>>.
- BAYART, J.-F. (1989). *L’Etat en Afrique. La politique du ventre*. Paris : Fayart.
- BLE KESSE, A. (2005). *La Côte d’Ivoire en guerre, Le sens de l’imposture française*. Paris : L’Harmattan.
- BRAUD, P. (2004). *Violences politiques*. Paris : Seuil.
- BROWN, P. & S. LEVINSON (1978). « Universals in language use: Politeness phenomena ». In : E. GOODY (dir.), *Questions and Politeness. Strategies in Social Interaction*. Cambridge : Cambridge University Press.
- CHABAL, P. & J.P. DALOZ (1999). *L’Afrique est partie ! Du désordre comme instrument politique*. Paris : Economica.
- CECR (2007). *Un cadre européen commun de référence pour les langues : apprendre, enseigner, évaluer*.
- COLLOVALD, A. (2004). *Le « Populisme du FN » : un dangereux contresens*. Éditions du Croquant.
- COULIBALY, A. (2003). « Les sept péchés capitaux de la Côte d’Ivoire ». *Géopolitique africaine*, n° 9, 71-82.
- DEBBASCH, C. et al. (2001). *Lexique de politique*, 7<sup>e</sup> édition. Paris : Dalloz.
- DEMBELE, O. (2002). « La Construction économique et politique de la catégorie « étranger » en Côte d’Ivoire ». In : M. LE PAPE & C. VIDAL (éds.), *L’année terrible 1999-2000*. Paris : Karthala, 123-171.
- DIOM, E. (2008). *Côte d’Ivoire : un héritage empoisonné*. Paris : L’Harmattan.
- DUHY, E., (2006). *Le pouvoir est un service : le cas Laurent Gbagbo*. Paris : L’Harmattan.
- DURADIN, G. (1982). *Les mensonges en propagande et en publicité*. Paris : PUF, Coll. « Le psychologue ».
- FIDH (2000). *Côte d’Ivoire. Enquêtes sur le charnier de Yopougon du 26 octobre 2000*. Paris : FIDH.
- FOFANA, M. (2011). « Des Forces nouvelles aux Forces républicaines de Côte d’Ivoire. Comment une rébellion devient républicaine ». *Politique africaine*, n° 122, 161-178.
- GALY, M. (2004). « Côte d’Ivoire : la violence juste avent ». *Afrique contemporaine*, n° 209.

- GARNER, B. (1995). *A Dictionary of Modern Legal Usage*. Oxford : Oxford University Press.
- GAXIE, D. (2005). «Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective». *Swiss Political Science Review*, vol. 11, n° 1, 157-188.
- GNAHOUA, A. (2006). *La crise du système ivoirien: Aspects politiques et juridiques*. Paris: L'Harmattan
- GNAKALE, V. (2006). *Laurent Gbagbo, pour l'avenir de la Côte d'Ivoire*. Paris : L'Harmattan.
- GOFFMAN, E. (1974). *Les rites d'interaction*. Paris : Minuit.
- GOME-GNOHITE., H. (2004). *Le Rempart : Attaque terroriste contre la Côte d'Ivoire*. Abidjan : Institut éco-projet.
- HALLYN, F. (1994). *De la métaphore filée au modèle analogique : cohérence et cohésion*. Université de Gent, Belgique : Travaux de linguistique.
- HOUBERT, F. (2011). *Caught in the Web of the Law: Le traducteur juridique face à la métaphore*, disponible en ligne. URL : < <http://www.interm.net>>.
- HUMAN RIGHTS WATCH (2008). « *La meilleure école* ». *La violence estudiantine, l'impunité et la crise en Côte-d'Ivoire*. New York : HRW.
- INGLIN-ROUTISSEAU, M.-H. (2006). *La peau retournée : une métaphore surréaliste de la persécution du moi ?* Forum Peau & Société, Paris : Wolters Kluwer, Rueil-Malmaison, vol. 25, N°1, CAH2.
- KAKDEU, L.-M. (2011c). « La Métaphore dans les discours politiques en Afrique Noire Francophone ». *Signes, Discours et Sociétés*, 7, *Représentations métaphoriques de l'univers environnant*. En ligne, URL : <<http://revue-signes.info/document.php?id=2333>>.
- KERBRAT-ORECCHIONI, C. (1984). « Discours politique et manipulation : du bon usage des contenus implicites ». In : C. KERBRAT-ORECCHIONI (dir.), *Le Discours politique*. Lyon : Presses Universitaires de Lyon, 213-227.
- (1996). *La conversation*. Paris : Seuil.
- (2005). *Le discours en interaction*. Paris : Armand Colin.
- KONATE, Y. (2003). « Les enfants de la balle : de la FESCI aux mouvements des patriotes ». *Politique Africaine*, N°89, *La Côte d'Ivoire en guerre : dynamiques du dedans, dynamiques du dehors*. Paris : Karthala.
- KONÉ, A. (2003). *Houphouët-Boigny et la crise ivoirienne*. Paris : Karthala.
- KONÉ, G. (2007). « Comprendre l'émergence du mouvement des "Jeunes patriotes" à travers l'engagement de ses leaders ». Oxford : Crise Working Paper.
- (2010). *Sociogenèse et dynamique du mouvement « jeune patriote » en Côte-d'Ivoire*. Thèse de sociologie, Université de Bouaké.
- KOHLHAGEN, D. (2006). « Frime, escroquerie et cosmopolitisme. Le succès du "coupé-décalé" en Afrique et ailleurs ». *Politique africaine*, N°100, 92-105.

- KOUAMOOU, T. (2007). *La recolonisation de l'Afrique : le cas de la Côte d'Ivoire*. Abidjan : Le Courrier d'Abidjan.
- KOULIBALY, M. (2003). *La guerre de la France contre la Côte d'Ivoire*. Paris : L'Harmattan.
- (2004). *Sur la Route de la Liberté*. Abidjan – Paris : PUC/ L'Harmattan.
- (2005). *Les servitudes du pacte colonial*, 2<sup>e</sup> éd. Abidjan : CEDA/NEI.
- LATOUR (DE), É. (1999). « Les ghettomen. Les gangs de rue à Abidjan et San Pedro ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, N°129, 68-83.
- LAURENS, S. (2003). « Les dangers de la manipulation mentale ». *Les Cahiers de Psychologie politique* [En ligne], N°4.
- MAUGENEST, D. sj (2004). *L'Idéologie et les idéologies*. Abidjan : Les Éditions du CERAP.
- MARIE, A. (éd.), (1997). *L'Afrique des individus*. Paris : Karthala.
- MARY, A. (2002). « Prophètes pasteurs. La politique de la délivrance en Côte-d'Ivoire ». *Politique africaine*, N°87, 69-94.
- MEDARD, J-F. (1990). « L'État patrimonial ». *Politique Africaine*, N°39.
- (ed.) (1991). *États d'Afrique Noire : formation, mécanismes et crise*. Paris : Karthala.
- MEMEL-FOTE, H. (1991). « Des ancêtres fondateurs aux pères de la nation. Introduction à une anthropologie de la démocratie ». *Cahiers d'Études africaines*, 123 XXXI-3, 263-285.
- MEYER, M. (2008). *Principiarhetorica. Une théorie générale de l'argumentation*. Paris : Fayard, Coll. « Ouverture ».
- MISCOIU, S. (2012). *Au pouvoir par le peuple : Le populisme saisi par la théorie du discours*. Paris : L'Harmattan.
- MONGO BETI (1993). *La France contre l'Afrique, retour au Cameroun*. Paris : La Découverte.
- MOUSSA, Z. (2004). « Crise en Côte d'Ivoire : responsabilité de la presse, impact de l'OLPED ». *International Federation of Journalist*.
- OLLIVIER-YANIV, C. & M. RINN (dir.) (2009). *Communication de l'État et gouvernement du social. Pour une société parfaite ?* Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble.
- OUÉDRAOGO, J.-B. & E. SALL (dir.) (2008). *Frontières de la citoyenneté et violence politique en Côte d'Ivoire*. Dakar : CODESRIA.
- PRIVAT MEL, A. (2008). « La réalité du bicéphalisme du pouvoir exécutif ivoirien ». *Revue Française de Droit Constitutionnel*, vol. 3, N°75, 513-549.
- PROTEAU, L. (entretien avec) (2005). « De la « guerre scolaire » au conflit armé en Côte d'Ivoire ». *Journal des anthropologues*, N°100-101, 249-63.
- RICÉUR, P. (1997). *La métaphore vive*. Paris : Seuil, Coll. « Points Essais ».
- RIOUX, J.-P. (dir.) (2007). *Les Populismes*. Paris : Perrin, Coll. « Tempus ».
- RUEFF, J. (2004). *Côte d'Ivoire, le feu au pré carré*. Paris : Autrement-Frontières.

- SMITH, S. (2002). « La France dans la crise ivoirienne : ni ingérence, ni indifférence, mais indolence post-coloniale ». In : M. LE PAPE & C. VIDAL, *Côte d'Ivoire. L'année terrible 1999-2000*. Paris : Karthala, 311-324.
- (2003). « La politique de l'engagement de la France à l'épreuve de la « Côte d'Ivoire ». *Politique Africaine*, N°89, mars, in *Dossier – La Côte d'Ivoire en guerre*, 112- 126.
- SORO, G. (2005). *Pourquoi je suis devenu un rebelle : La Côte d'Ivoire au bord du gouffre*. Paris: Hachette
- STEPHENS, M. (2007). *L'histoire de Nouvelles*.
- TOULABOR, C. (1991). « La dérision politique en liberté à Lomé ». *Politique africaine*, N°43, *Les chemins de la démocratie*.
- VARENNE, L. (2012). *Abobo-la-guerre: Côte d'Ivoire : terrain de jeu de la France et de l'ONU*. Paris : Fayard/Mille et une nuits.
- VIDAL, C. (2008). « La brutalisation du champ politique ivoirien, 1990-2003 ». In : J.-B. OUÉDRAOGO & E. SALL (dir.), *Frontières de la citoyenneté et violence politique en Côte d'Ivoire*. Dakar : CODESRIA, 169-181.
- WAGA AGOU (2010). *Gbagbo et/ou le gâchis ivoirien*. Paris : Edilivre.
- YEO, E. (2008). « Idéologie politique et conflit en Côte d'Ivoire : une analyse du discours politique sur l'identité nationale ». *Research Report*, N°3, CDP, CODESRIA.

